

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

## BOUCLIER SPATIAL OU GUERRE DES ÉTOILES?

de Manlio Contri

Lors de la bataille de Marathon, lorsque les flèches lancées par les Perses se brisèrent contre les lourds boucliers des hoplites que Miltiade avait, pour la première fois, déployés en phalange et lorsque l'armée athénienne battit l'armée bien plus puissante avec laquelle Darius avait attaqué la Grèce, aucun Perses ne protesta pour cette nouvelle tactique, car il n'existait pas, entre autres, de tribunal international auquel s'adresser.

Darius se limita à préparer une revanche pensant, probablement, adopter pour la bataille suivante la tactique des Athéniens.

Dans les rencontres de boxe, le boxeur qui voit ses directs s'amortir sur les gants de son adversaire fermé en défense, ne pense pas se plaindre auprès de l'arbitre car, évidemment, dans n'importe quel type de rencontre, des champs de bataille au sport jusqu'à l'administration de la justice, la défense est toujours admise.

Celui qui se défend a toujours raison, le tort est toujours et uniquement de l'agresseur, s'il n'atteint pas son objectif.

Aujourd'hui nous assistons, par contre, à une inversion des rôles incroyable et absurde. C'est l'agresseur potentiel qui

s'indigne et proteste lorsque son adversaire potentiel se prépare à adopter un système de défense qui pourrait rendre inutile toute tentative d'attaque.

Telle est, en synthèse, la position de l'URSS face aux décisions des États-Unis d'adopter un nouveau système défensif, à savoir le bouclier spatial, en mesure d'affronter une éventuelle offensive nucléaire soviétique.

Mais voyons en quoi consiste ce projet de système de défense, appelé officiellement I.D.S., c'est-à-dire «Initiative de Défense Stratégique»; les U.S.A. le définissent un bouclier spatial capable *uniquement* d'abattre et de détruire des missiles munis de têtes atomiques (et probablement des satellites adversaires armés ou, en tout cas pouvant guetter ou guider les missiles pendant leur vol d'attaque).

L'URSS a rebaptisé ce système «Guerre des étoiles» et a accusé les USA de militariser l'espace sans se rendre compte qu'un tel terme sous-entend que l'Union soviétique l'a déjà militarisé de son côté, aussi bien avec des satellites «killer» qu'avec un système anti-missile réalisé depuis longtemps et avec

des systèmes moins sophistiqués et se limitant, peut-être, à protéger la région de Moscou.

Depuis l'avènement des armes nucléaires, les USA ont bloqué leur tentative d'attaque nucléaire tout en maintenant des forces suffisamment capables de dissuader tout agresseur potentiel.

---

## DU M.A.D. AU BOUCLIER SPATIAL

---

Depuis quatre décennies, les USA ont réussi, conjointement avec les alliés de l'OTAN, à éviter un conflit nucléaire tout en se protégeant eux-mêmes et les pays de l'Europe occidentale à travers un équilibre de potentiel destructif avec l'URSS.

C'était la politique que l'on appelait «Destruction Réciproque Assurée», le MAD (Mutual Assured Destruction).

On comptait, presque exclusivement, sur la menace d'une rétorsion qui n'aurait laissé ni perdants ni gagnants, mais qui assurerait tout simplement une destruction totale.

En d'autres termes, on avait accepté l'idée selon laquelle au cas où les Etats-Unis ou l'Union soviétique serait en condition d'effectuer des rétorsions d'une puissance destructrice, même après avoir subi une première attaque, la force de dissuasion resterait inchangée.

A cette époque-là, cette conception semblait fondée pour deux raisons: tout d'abord les Soviétiques s'étaient déclaré convaincus que les deux parties devaient disposer plus ou moins de forces égales et qu'aucune des deux ne devait essayer d'altérer l'équilibre dans le but d'acquérir des avantages. Deuxièmement, il semblait n'y avoir aucune alternative: les connaissances les plus poussées dans le domaine des systèmes de défense ne permettaient pas de réaliser un système de protection efficace.

Ces deux promesses sont aujourd'hui mises en doute. Le rythme du renforcement soviétique, des points de vue aussi bien offensifs que défensifs, a bouleversé cet équilibre. D'autre part, d'autres technologies permettant, peut-être, une défense non nucléaire authentiquement efficace et ne menaçant personne sont actuellement disponibles.

L'intention des Etats-Unis d'atteindre cet objectif a été annoncée par le président Reagan le 23 mars 1984. Il a été confirmé, à cette occasion, la mise en oeuvre d'un programme intense de recherche dénommé justement «Initiative de Défense Stratégique», dans le but d'éliminer, un jour, la menace représentée par les missiles balistiques nucléaires.

Les plus importantes personnalités scientifiques des Etats-Unis ont été invitées à ce programme de recherche. Il s'agit, essentiellement, de rendre inefficaces, voir inutiles, les missiles balistiques adversaires.

---

## L'INITIATIVE DE DEFENSE STRATEGIQUE (I.D.S.)

---

Mais comment? Examinons quelques détails. Nous remarquons, tout d'abord, que le programme est limité, pour le moment, à la recherche des techniques sur lesquelles pouvoir fonder, au début des années 90, toute décision sur l'opportunité de mettre au point et d'expliquer ce nouveau système de défense avancé.

Il semble, cependant, que les connaissances technologiques dont disposent déjà les scientifiques étasuniens permettent de réaliser une défense articulée, à plusieurs niveaux, pour détruire les missiles agresseurs au cours des différentes phases de leur vol.

---

## LES QUATRE PHASES D'INTERVENTION

---

1) Destruction de quelques missiles peu de temps après leur lancement, lors de la phase de combustion, alors que les vecteurs projettent les têtes dans l'espace. Si l'on détruit un missile pendant cette phase, la tête nucléaire (une ou plusieurs) qu'il transporte serait également détruite. Dans le cas des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), ceux-ci seraient probablement détruits avant même de sortir du territoire de l'agresseur.

2) Destruction successive des têtes nucléaires survécues à la phase de combustion, en les attaquant en un deuxième temps et en prenant comme cible le dispositif situé au sommet du missile et qui règle la dispersion des têtes. En même temps, le chargement est lâché. En anéantissant ce dispositif au moment du détachement, toutes les têtes non encore lâchées sont également détruites.

3) Les têtes déjà lâchées et non détruites voyagent pendant quelques minutes dans l'espace tout au long de leurs trajectoires balistiques vers la cible. C'est dans cette phase relativement longue que chaque tête nucléaire devrait être captée, identifiée et détruite. La durée de leur vol initial est un intervalle qui permet d'exploiter dans ce but les technologies avancées.

4) Enfin, les dernières têtes ayant éventuellement survécu aux trois premiers stades de défense - les plus extérieurs - pourraient être attaquées lors de la phase finale, pendant qu'elles s'approchent de la fin de leur trajectoire balistique.

Une défense ainsi conçue et articulée sur plusieurs phases peut offrir de nombreuses possibilités de détruire les têtes nucléaires à leur arrivée bien avant que celles-ci n'atteignent leur objectif. Si un agresseur devait se trouver devant plusieurs niveaux de défense, il aurait des difficultés à modifier l'aménagement de ses missiles et des têtes pour les rendre en mesure de pénétrer toutes les différentes phases. D'autre part, lors des phases de combustion, post-combustion et mi-trajectoire des missiles balistiques, le système de défense ne ferait aucune distinction entre les cibles des missiles à l'arrivée, mais détruirait les têtes nucléaires non seulement avant qu'elles ne touchent leur cible, mais même, dans certains cas, sur les territoires d'où le lancement a été effectué.

L'efficacité combinée d'une défense articulée sur plusieurs niveaux ne doit pas obligatoirement offrir une protection à cent pour cent pour pouvoir renforcer le plus avantageusement possible la dissuasion. Elle doit se contenter de créer dans l'esprit de l'agresseur potentiel des doutes suffisamment amples sur la possibilité d'atteindre les objectifs de son attaque. Et une défense

comportant plusieurs phases conduira certainement à ce résultat.

Depuis la mise au point des premières défenses américaines contre les missiles balistiques, pendant les années 60, la technologie a accompli des progrès considérables. A l'époque de la signature du Traité ABM pour la limitation des systèmes antimissiles balistiques (1972), les perspectives de défense se limitaient, essentiellement, aux têtes nucléaires à l'arrivée lors de la phase finale de leur vol et prévoient l'utilisation de missiles d'interception possédant une charge nucléaire dans leur pointe. Depuis lors, les nouvelles technologies ont offert la possibilité de choisir des options non nucléaires pour détruire des missiles à têtes dans toutes les phases de leur vol.

On peut penser que ces nouvelles technologies permettront, par la suite, une défense ayant recours aux capteurs pour localiser et identifier les missiles et les têtes nucléaires; des intercepteurs avancés ayant leur base sur la terre ou des transporteurs aériens et des armes à énergie directe pour détruire aussi bien les missiles que les têtes, des technologies qui permettent la commande, le contrôle et les communications nécessaires au fonctionnement d'une défense articulée.

Comme l'a déclaré le président Reagan lors de l'inauguration de l'«Initiative de Défense Stratégique», le programme de recherche sera compatible avec toutes les obligations souscrites par les Etats-Unis par traité, y compris celles qu'impose le Traité ABM.

Selon les Etats-Unis, les Soviétiques, qui ont perfectionné et continuent à perfectionner le seul système antimissile balistique existant au monde (installé près de Moscou), sont en train de poursuivre leur programme de recherche sur les technologies antimissiles aussi bien traditionnelles qu'avancées, programme qui est en cours depuis plusieurs années. Mais au moment où les Etats-Unis ont décidé de réaliser leur initiative conformément au Traité ABM, l'Union soviétique viole, presque certainement, ce traité avec la construction à Krasnoyarsk, en Sibérie, d'un grand radar d'alarme avancé pour missiles balistiques, situé et orienté suivant des modalités interdites par le susdit traité. D'après les spécialistes américains, ce radar pourrait contribuer d'une manière significative à augmenter les capacités de

l'URSS d'étendre rapidement son potentiel de défense contre les missiles balistiques.

---

## NECESSITE D'UN COLLOQUE USA-URSS

---

Les Etats-Unis ont proposé de discuter avec l'Union soviétique les implications des technologies défensives actuellement à l'étude dans les deux pays. Ce serait une discussion utile, car elle contribuerait à éclairer le point de vue des deux parties sur le rapport entre forces défensives et forces offensives et à rendre plus explicites les objectifs de base des programmes américain et soviétique. D'autre part, un tel dialogue pourrait engendrer un accord de coopération pour entamer des relations stratégiques plus stables que celles qui existent actuellement.

Sur la base de ce que j'ai brièvement exposé, une considération paraît immédiatement évidente.

Malheureusement, le progrès de l'agression est très rapide de nos jours.

La massue et la flèche ont duré des millénaires. Les fusils et les canons quelques centaines d'années à peine. Hiroshima et Nagasaki font déjà partie du passé.

Au cours des années 50 et 60, les Etats-Unis ont maintenu un vaste réseau de défense aérienne pour se protéger contre d'éventuelles attaques de bombardiers soviétiques.

Ceci fait également partie du passé. Nous en sommes actuellement aux «*guerres des étoiles*». De la fiction à la réalité. Et ceci depuis que l'attention des Soviétiques s'est orientée vers les missiles balistiques intercontinentaux, une menace contre laquelle il n'existait pas de défenses efficaces.

Le nouveau programme de défense étasunien contre ces missiles pourrait être potentiellement en mesure d'accroître, pour l'avenir, la dissuasion à plusieurs niveaux. Premièrement, il pourrait accroître les incertitudes d'un agresseur éventuel quant à la capacité de ses armes de pénétrer les lignes de défense adversaires et d'en détruire les missiles ainsi que les autres objectifs militaires. Deuxièmement, il serait fort difficile, pour l'agresseur, de déterminer à l'avance sa pro-

pre vulnérabilité. Ceci l'amènerait à la conclusion que l'attaque ne peut lui offrir aucun avantage. Il y aurait, donc, moins de possibilités qu'un agresseur prenne en considération l'idée de déclencher un conflit nucléaire, puisqu'il aurait une confiance réduite quant aux probabilités de succès.

---

## L'EUROPE ENTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES

---

Et l'Europe? Quel serait le sort des alliés du vieux continent dans le contexte de cette nouvelle stratégie entre les deux plus grandes puissances?

Les Etats-Unis nient que l'«Initiative de Défense Stratégique» laisse les alliés privés de toute défense et qu'elle puisse déterminer le retour des Etats-Unis à des attitudes d'isolement et de ruse. Reagan a lui-même déclaré explicitement qu'aucune nouvelle technologie ne peut et ne doit modifier les engagements américains vis-à-vis de ses alliés. Notamment, la stratégie de réponse flexible de l'OTAN qui constitue la base de la discussion et de la paix en Europe est encore valable comme au moment de sa première adoption en 1967.

Les Etats-Unis ne se limitèrent pas à la défense contre les missiles balistiques intercontinentaux et ceux lancés par des sous-marins, mais ils étudièrent également la défense contre les missiles de portée mineure. Une défense efficace contre ces derniers pouvait contribuer d'une manière substantielle à éviter toute agression contre l'Europe.

La stratégie soviétique prévoit l'utilisation de missiles balistiques et d'armes conventionnelles pour déclencher des attaques multiples et rapides contre des objectifs vitaux de l'OTAN dans toute l'Europe. Le but de ces attaques soviétiques serait de réduire considérablement les capacités de l'OTAN de résister à une première série d'attaques soviétiques avec des forces conventionnelles et de bloquer sa capacité d'envoyer des approvisionnements et des renforts à ses combattants à partir de localités extra-européennes. En réduisant ou en éliminant l'efficacité de ces missiles

balistiques, les systèmes de défense sont potentiellement en mesure d'accroître la dissuasion, non seulement contre une guerre nucléaire stratégique, mais aussi contre des attaques nucléaires et conventionnelles contre les alliés européens.

---

### LES TROIS RAISONS DU «NIET» SOVIÉTIQUE

---

Et venons-en au «niet» que les Soviétiques ont prononcé dès qu'ils ont appris l'existence de ces nouveaux programmes américains. Le bouclier les préoccupe.

La première objection de Moscou est qu'il est impossible de se défendre contre les missiles balistiques.

Une objection qui est l'un des thèmes préférés des scientifiques soviétiques engagés qui «conseillent» aux Etats-Unis de s'abstenir même d'étudier les possibilités de défense contre les systèmes nucléaires offensifs.

Deuxième objection: l'accusation que les Etats-Unis ont accéléré unilatéralement, avec leur initiative, la course aux armements. Les Etats-Unis répondent que les Soviétiques travaillent déjà aux technologies avancées pour la défense des missiles balistiques, dont le laser et d'autres armes à énergie directe.

Troisième accusation soviétique: les défenses contre les missiles balistiques visent à fournir aux Etats-Unis la capacité d'attaquer les premiers. Les Etats-Unis nient: ils ne cherchent pas une telle possibilité et n'essaieront même pas de l'acquérir.

Enfin, l'«Initiative de Défense Stratégique» donnera lieu à la militarisation de l'espace.

Les Américains répondent que les Soviétiques disposent, en réalité, depuis une dizaine d'années, d'une arme antisatellite (SAT) complètement déployée et qui est la seule au monde à être opérationnelle. A la fin des années 60, les Soviétiques ont mis au point un système de bombardement fractionnaire orbitant, alors que les Etats-Unis ne possédaient et ne possèdent aucun système similaire. D'autre part, la militarisation de l'espace a commencé à la fin des années 50, lorsque les Soviétiques expérimentèrent les premiers missiles balistiques. Les Américains jugent donc les accusations soviétiques comme non fondées.

Tel est, dans les grandes lignes, le point où en sont actuellement les polémiques sur ce que l'on appelle les «guerres des étoiles».

Il faut ajouter, comme nous l'avons déjà dit, que la technologie de la guerre évolue très rapidement.

C'est le 13 septembre dernier que les Etats-Unis ont annoncé avoir expérimenté, avec succès, l'arme antisatellite. Un chasseur F. 15 volant à 28 000 mètres d'altitude a lancé un missile à deux stades dont la partie finale (mesurant 30 centimètres) a désintégré, par la seule force du choc, un vieux satellite qui orbitait à 380 kilomètres d'altitude.

Nous ne sommes qu'au début d'une nouvelle ère au cours laquelle tout le monde se rendra peut-être compte qu'une ultérieure course aux armements n'est qu'une folie coûteuse.

M. C.

---

# SEULE L'UNITE MANQUE A L'EUROPE

de Beatrice Rangoni Machiavelli

Vice-Président du Mouvement Européen  
Membre de l'Assemblée Economique et Sociale de la  
Communauté Européenne

*Pendant plus de deux siècles, l'histoire de l'Europe a été strictement liée à celle de la révolution industrielle, dont la première phase détermina, au XIX<sup>e</sup> siècle, la puissance de l'Angleterre et, à une échelle mineure, celle de la France. Lors de la deuxième phase, au XX<sup>e</sup> siècle, le centre de l'activité économique se déplaça vers l'Allemagne et les Etats-Unis.*

*Mais la troisième phase de la révolution industrielle naît en dehors de l'Europe - en 1971, en Californie, avec la réalisation du premier microprocesseur - et se consolide sur les côtes du Pacifique, alors que les retards accumulés par les pays européens dans la participation à cette nouvelle aventure peuvent justifier ceux qui se demandent, avec préoccupation, où va l'Europe.*

*La CEE, pauvre en pétrole et en matières premières, non autarcique et donc plus dépendante du commerce mondial, plus vulnérable dans la compétition internationale, a été particulièrement frappée par les crises qui se sont succédé à partir de 1973.*

*D'autre part, malgré les progrès incontestables de l'intégration économique et monétaire, les pays de la Communauté n'ont pas encore pu bénéficier des avantages d'un marché de dimension continentale doté de ressources financières adéquates et d'une monnaie communautaire stable.*

*Mais il serait erroné de croire qu'après cinq siècles d'eurocentrisme culturel, politique, économique et scientifique, l'Europe est irréversiblement condamnée au déclin.*

*La compétition formidable qui se joue actuellement entre les Etats-Unis, le Japon et le vieux continent, dans le domaine de l'innovation scientifique et technologique, est en effet loin d'être conclue.*

*Les Etats membres de la CEE ont une grosse carte à jouer, jusqu'à présent utilisée avec trop d'hésitation par manque de confiance et d'habileté: l'Union Européenne.*

*Après avoir réalisé l'Europe agricole, symbole de la première société humaine organisée, celle du charbon, représentant la première révolution industrielle, celle de l'acier, noyau propulseur de la deuxième révolution, les Européens doivent construire, aujourd'hui, l'Europe de la troisième révolution industrielle.*

*Mais seule une Union Européenne politique, économique, monétaire et commerciale pourra créer les prémisses et le contexte favorable aussi bien à l'expansion rapide de nouvelles lignes d'activités, qu'à la mise à jour structurelle constante de l'appareil productif et à la promotion de la recherche scientifique commune.*

*Là où la coopération européenne a été effective et non ralentie par des intérêts de corporation nationaux, les succès n'ont pas manqué: dans la recherche pure du CERN sur les particules couronnée par le Prix Nobel; dans le programme JET pour la fusion thermonucléaire qui est le plus avancé au monde; dans l'Agence spatiale qui, en 1984, a mis en orbite, avec ARIANE, plus de satellites pour les télécommunications que la navette américaine.*

## L'EUROPE UNIE: LA TROISIEME SUPERPUISSANCE

*L'Europe des Douze représente le plus grand potentiel commercial au monde, la plus grosse capacité d'épargne, le plus important capital humain, culturel et intellectuel.*

*Le sondage «Eurobaromètre» fait ressortir que la conscience moyenne de l'opinion publique européenne est plus convaincue que celle de la classe politique, conditionnée par des intérêts bureaucratiques et nationalistes, quant à la nécessité d'unir l'Europe.*

*Afin d'éliminer le grand déséquilibre existant actuellement entre les potentialités de l'Europe et la réalité de sa politique, une réforme institutionnelle accroissant la capacité décisionnelle de l'Europe est indispensable.*

*On rappelle souvent la crise de l'Europe des Six à la suite de l'échec de la Communauté Européenne de Défense. Ce fut la Conférence de Messine, convoquée par Gaetano Martino, en juin 1955, qui jeta les bases pour la relance communautaire dont le processus d'intégration semblait s'être arrêté définitivement.*

*En relisant le discours que Martino prononça à la Chambre des députés en juillet 1957, lors de son intervention dans la discussion générale sur le projet de lois ratifiant les Traités de Rome, on est particulièrement frappé par la clairvoyance avec laquelle il aborda le problème de l'unité européenne et par les analogies existant entre le débat qui naissait à l'époque en Italie et celui qui se déroule actuellement.*

*Gaetano Martino était convaincu que l'unification de l'Europe était indispensable pour des raisons politiques et économiques: «Après vingt-cinq siècles durant lesquels cette partie de notre continent a toujours été le véritable foyer de la politique mondiale, nous devons reconnaître, aujourd'hui, non sans humiliation, que l'Europe occidentale n'est plus le sujet, mais l'objet de la politique internationale».*

*Un autre élément significatif est la référence à la Convention de Philadelphie qui associa, en 1787, sous une nouvelle forme, les Etats souverains de l'Amérique du Nord rompant définitivement tout rapport avec la vieille tradition européenne de l'unicité, de l'indivisibilité et de la souveraineté illimitée qui étaient les piliers dogmatiques de l'Etat national.*

*C'est ainsi que naquit un nouveau système, jamais expérimenté auparavant: unir des Etats différents tout en gardant leur diversité dans l'unicité de l'orientation politique. Ce qui constitue également le principe inspirateur de l'Union Européenne. Gaetano Martino estimait, par conséquent, que dans les Traités de Rome il était possible «d'apercevoir», à juste raison, «le noyau originaire d'une structure fédérale destinée à évoluer vers des formes plus perfectionnées».*

*Et c'est certainement dans ce contexte politique qu'a pris corps l'initiative d'Altiero Spinelli qui a abouti au projet d'un nouveau Traité sur l'Union approuvé par le Parlement Européen.*

*L'appel de Gaetano Martino «La seule chose qui manque à l'Europe est l'unité. Il faut s'unir si l'on ne veut pas périr» est dramatique dans son actualité.*

*Les difficultés et les problèmes que nous devons affronter sont graves et le pessimisme prédomine partout. C'est cependant justement pour cela que nous devons croire de plus en plus fermement et nous battre pour la création d'une Europe nouvelle, ayant pleinement foi en soi-même et dans son avenir, décidée à reprendre sa fonction propulsive dans l'histoire du monde.*

B.R.M.

# POLITIQUE CULTURELLE COMMUNAUTAIRE

de Paolo Barbi

Un des points acquis au sein de la Communauté européenne est la politique culturelle.

Depuis désormais deux ans, et plus exactement depuis le sommet de Stuttgart en juin 1983, il est réaffirmé - lors de chaque rencontre des plus importants représentants des Dix - que la CEE doit s'occuper non seulement de questions économiques (comme le prévoit le Traité de Rome) mais aussi de sécurité et de défense, de politique étrangère, ainsi que de culture et d'instruction.

Mais une autre question, non moins importante, vient se poser: comment le faire. Et ceci est valable tant pour la politique étrangère que pour la politique culturelle.

Comment? Suivant la méthode communautaire actuelle et à travers les institutions CEE actuelles? Ou bien à travers de simples ententes *entre les Etats* et de nouvelles institutions *ad hoc*: un «secrétariat permanent» bien distinct de l'actuelle Commission exécutive et fatalement en opposition à celle-ci? Ou encore - comme le veut la logique de l'évolution politique moderne - à l'aide de nouvelles institutions nettement *supranationales* à tendance *fédéraliste*?

Cette décision - comme on le sait - va bientôt être prise: le 9 septembre, à Luxembourg, la Conférence intergouvernementale a commencé ses travaux qui consistent à élaborer et à proposer la structure et les fonctions de ces nouvelles institutions; au mois de décembre prochain, le sommet devra choisir *la manière* de procéder pour réaliser les politiques que l'on estime nécessaires et qui seront adoptées, d'un commun accord, dans l'intérêt de tous les peuples libres d'Europe.

Il faut cependant reconnaître que ceci constitue déjà un événement d'une très grande portée, un pas décisif. En effet, il y a

quelques années seulement - en 1979, lors de la première élection du Parlement Européen au suffrage universel populaire direct - il n'était nullement évident que la Communauté devait s'occuper des questions culturelles (et encore moins de défense et de politique étrangère). Au contraire! Tout au long des cinq années de la première législature, chaque fois que des thèmes de cette nature étaient abordés à Strasbourg - aussi bien sous forme d'interrogations, que sous forme de «résolutions» avec les rapports correspondants - *la question préjudicielle d'inconstitutionnalité* était immédiatement soulevée. Non seulement les anti-européistes danois (c'est-à-dire les députés élus dans la liste se proposant de faire sortir le Danemark de la CEE), mais aussi les travaillistes anglais et les socialistes grecs, ainsi que les communistes grecs et français et parfois les gaullistes français et quelques conservateurs anglais, étalaient toutes leurs chicanes juridiques et toute leur maîtrise procédurale pour essayer d'en empêcher la discussion et la délibération.

En 1979, on commença immédiatement par s'opposer à la décision de la majorité du Parlement européen de créer une «Commission pour la jeunesse, l'instruction et la culture» et l'on continua à s'acharner contre toute initiative, contre toute proposition découlant de cette Commission. Pour gagner cette bataille il a fallu toute la foi européenne, toute la force idéale et toute l'expérience politique et administrative d'un homme comme Pedini qui en fut le premier président et qui la créa *ex nihilo*. Il a fallu l'intelligence de Paola Gaiotti et de Gaetano Arfé chez les Italiens, de Mario Pruvit et de B. Israel chez les Français, de Wilhelm Hahn chez les Allemands, de Boyer del Rilke chez les Belges. Mais le Parlement européen réussit finale-

ment à faire accepter définitivement le concept selon lequel en l'absence d'une politique commune pour la culture, il n'est pas possible de jeter les bases solides pour une politique commune entre les peuples européens. Un concept qui s'est désormais diffusé partout: même chez les «eurocrates» de Bruxelles (le service de la Commission exécutive a finalement commencé à se développer dans ce secteur d'une façon proportionnelle et adéquate); même chez les ministres des «Conseils», même chez les chefs de gouvernement participant aux «sommets».

On est ainsi arrivé - en l'espace de quelques années à peine et malgré les difficultés et les lenteurs des institutions communautaires - à élaborer un «programme communautaire pour l'instruction» (rapport Gaiotti en 1981) visant, en particulier à résoudre les problèmes didactiques des nouvelles technologies et les exigences de formation de la société postindustrielle.

On est arrivé à adopter des normes communautaires pour la sauvegarde du patrimoine archéologique et artistique, pour la restauration, la protection de l'environnement, etc... Et la Banque Européenne d'Investissement a été autorisée à accorder des prêts pour la conservation de monuments importants (Palais des Doges à Venise, le Parthénon à Athènes, le Musée de Mylos dans les Cyclades).

Et encore: il a été également lancé (rapport Hahn en 1983) une politique communautaire pour les mass media, télévision notamment, et pour le cinéma.

Il a été créé, en somme, une nouvelle mentalité communautaire qui commence à considérer les *dépenses culturelles comme des investissements productifs* - dans la phase actuelle d'évolution civile - aussi et surtout des points de vue économique et social.

Nous sommes donc sur la bonne voie et ces prochaines années verront, vraisemblablement, le développement d'une *politique européenne de l'éducation*: lentement, dans les «délais communautaires» parmi de nombreuses perplexités et méfiances, au milieu de mille difficultés et résistances, certes, mais nous y parviendrons.

Ce qui n'est pas peu, si l'on est convaincu que la base réelle de l'unité européenne doit être recherchée dans ses racines culturelles communes de la tradition classique gréco-romaine et de la spiritualité chrétienne; mais aussi qu'il ne s'agit pas uniquement d'un patrimoine culturel du passé qui doit être conservé et mis en valeur, mais également et surtout d'une culture commune européenne du présent et de l'avenir qui doit être élaborée et défendue en tant que ciment de l'unité et motif de prestige dans le monde.

P. B.

## A B O N N E M E N T S

### *Italie:*

ordinaire		lires	10000		
de soutien		lires	30000		

### *Pays extra-européens:*

ordinaire					USAS\$ 15
de soutien					USAS\$ 40

### *Autres pays européens:*

ordinaire		ff.	120	(ou contre-valeur dans une autre	
de soutien		ff.	250	monnaie européenne - ou dollars)	

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1986. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «Bulletin Européen» - Foro Traiano, 1/A Rome.

## Les gisements de la créativité

# L'EUROPE: LA CULTURE OU LE NEANT

*La rencontre de la Révolution française avec l'idéalisme allemand a fondé notre culture moderne. Ces idéaux sont-ils menacés? La culture parcourt-elle, actuellement, la parabole du déclin comme l'a affirmé Milan Kundera? L'Europe est-elle condamnée à disparaître? Est-il peut-être écrit quelque part que la fin du siècle coïncidera avec la fin de l'Europe?*

*Pensez à l'inconscience avec laquelle nous laissons mourir des «festons» entiers de nos arts, attirés par le mirage des nouvelles technologies. En accomplissant une sorte de suicide collectif, sommes-nous peut-être disposés à tout sacrifier aux nouvelles modes?*

*S'agit-il de conjectures pures et simples? Non; prenez l'exemple du cinéma, le vecteur et le reflet le plus fidèle de nos identités, protagoniste incontesté des industries de programmes. Le cinéma qui célébrera, le 28 décembre 1995, le centenaire de sa première projection publique, pourrait être déjà mort avant cette date! L'art cinématographique aurait alors vécu moins d'un siècle. Les paroles peuvent tromper, les chiffres non: de 1970 à 1983 chute verticale des présences dans les salles européennes (-46%), diminution du nombre des productions européennes (de 600 à 400).*

*Quelle en sont les causes? Quelques-unes sont de nature objective. Les télévisions privées et parfois publiques qui pillent sans aucun scrupule le patrimoine cinématographique accumulé au prix de tant d'effort, de temps et d'argent..., la piraterie audiovisuelle, les conditions de gestion des films... Il y a une autre cause, insidieuse mais massive, impalpable mais aussi aveuglante que cette «mer morte», ce «rien» dont parle Michael Ende dans son beau livre «Histoire sans fin».*

### L'INVASION

*L'invasion des productions en série provenant d'autres continents. Qui sont les responsables? C'est nous, les responsables, nous les Européens qui avons attendu, comme le rat hypnotisé par le serpent, la «grande révolution des medias». Et pourtant, nous pouvons, nous devons agir.*

*Une chose est certaine: ou nous nous sauverons ensemble, ou alors, d'ici dix ans, nous lirons ensemble le mot «fin» sur la dernière image.*

*Et l'Europe, que fait-elle pour échapper à ce naufrage? Réfléchissez un instant. Il a fallu vingt-six ans - plus d'un quart de siècle depuis l'entrée en vigueur du Traité de Rome - pour que les ministres de la Culture se réunissent finalement et pour la première fois le 22 juin 1984! Dans dix ou quinze ans, quand on écrira l'histoire de l'Europe, on se demandera: «Pourquoi, ... pourquoi cette indifférence?». Pourquoi les Européens ont-ils été pendant trop longtemps infidèles à leur propre culture, aussi peu fiers de leur propre génie, eux qui possèdent des gisements extraordinaires, eux qui ont inventé ces merveilles du monde que sont le cinéma, la presse, la télévision?*

*L'«appareil administratif» européen s'est mis en marche le 22 juin 1984. C'est une première étape et il faut s'en féliciter. Mais quelle timidité, en même temps! Quelle prudence dans l'élaboration des politiques communes! Pourquoi ce qui est fait pour l'agriculture et l'industrie ne peut-il pas l'être également pour la culture, pour ces marchandises aussi fragiles que sont les biens immatériels?*

## PREFERENCE COMMUNAUTAIRE

*La préférence communautaire: imaginez le scandale si un gouvernement devait proposer de l'appliquer à la culture. Que se passerait-il si, par exemple, on décidait, suivant le modèle de la politique agricole commune, un petit prélèvement sur les films non européens importés en Europe, prélèvement qui serait destiné à alimenter un fonds pour la création cinématographique européenne? Ne crierait-on pas au protectionnisme? Et pourtant, quelle bouffée d'oxygène ce serait pour nos cinéastes!*

*La loi de la réciprocité, fondamentale dans les échanges internationaux doit être également appliquée aux produits culturels. Les écrans européens accueillent 70% des films américains, alors que moins de 5% des écrans américains projettent nos films. C'est donc en Europe que les films européens rencontrent les plus gros obstacles à la circulation transnationale. Pourquoi ne pas proposer que nos gouvernements incitent les télévisions à diffuser un minimum de films produits en Europe, comme nous l'avons décidé en France où nos trois chaînes nationales doivent diffuser 60% de la production européenne?*

*L'enjeu n'est pas seulement culturel, mais aussi économique. Les Américains l'ont compris depuis longtemps et tout en exportant leurs images, ils exportent leur mode de vie, à savoir leur économie. Imitons-les. Suivons leur modèle d'agressivité. Nous en sommes capables.*

*En conclusion, deux scénarios sont envisageables pour notre avenir. Les pays européens qui ont été, par le passé, les premiers producteurs au monde d'images, de sons et de beauté, trouvent en eux-mêmes la force de maintenir en vie cette tradition créative: l'Europe réussira alors à être une grande puissance audiovisuelle et gardera son rang dans le monde.*

*Ou bien nous nous résignons à ne pas produire nos sons, nos images, pour devenir peu à peu les consommateurs passifs d'images fabriquées par d'autres, pour d'autres: auquel cas nous aurions renoncé à notre image, à notre identité, à notre âme et deviendrons une Europe anonyme.*

## LA CULTURE EN TANT QU'INDUSTRIE

*Nous ne cultivons pas l'illusion que l'Europe puisse continuer à rester une grande puissance industrielle si elle renie son propre génie. Je le crois de toutes mes forces: la culture est aujourd'hui le tremplin de la renaissance économique pour deux raisons au moins: c'est la beauté, l'art de vivre; c'est elle, la culture, qui peut donner un sens, un idéal à notre vie commune. Et c'est en rendant aux citoyens leur joie de vivre que nos économies retrouveront leur élan. Nous devons être en mesure de proposer aux jeunes d'aujourd'hui de nouvelles aventures qui ne peuvent être qu'intellectuelles, scientifiques ou artistiques.*

*Mais la culture est économie dans un autre sens également: elle est destinée à devenir un nouveau secteur productif au même titre que l'informatique, la sidérurgie ou l'automobile. L'avons-nous compris? Avons-nous compris quel est le poids des biens immatériels pour l'avenir de l'Europe?*

*Les industries de la culture, tout ce qui est inhérent au savoir, au loisir, à la communication sont destinées à s'étendre constamment: ce sont les industries de notre avenir!*

*Au moment où périssent les idéologies traditionnelles et où vacillent les vieilles conceptions, c'est à nous de proposer aux jeunes de notre vieux continent un idéal nouveau: explorer les gisements de l'intelligence et faire de nos vies des oeuvres de beauté. Travaillons donc, saisissons l'occasion qui nous est offerte: elle pourrait être la dernière. L'Europe: ou la culture ou le néant.*

Jack Lang

Ministre français de la Culture

# APRES MILAN, OU EN SOMMES-NOUS?

(Action Fédéraliste Socialisme et Liberté)

Nous étions presque 100 000 dans les rues de Milan le 29 juin dernier pour réclamer «l'Union Européenne, maintenant!» aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis au Palais Sforza.

Il nous faut hélas reconnaître que nous avons été bien peu entendus.

Bien sûr, il faut faire état de quelques avancées notables: l'idée d'une conférence intergouvernementale a été retenue, et qui plus est à la majorité et non à l'unanimité; la mise en place progressive du projet «Eureka» semble prometteuse, comme le confirme le récent congrès de Hanovre.

Mais, ce bilan, même s'il est partiellement positif, n'est pas à la mesure du véritable enjeu: assurer l'indépendance et l'identité des peuples européens contre tout impérialisme, politique ou culturel. Depuis juin, de nouveaux éléments assombrissent singulièrement le tableau européen.

La conférence intergouvernementale sur la réforme de la Communauté, dont le principe a été retenu à Milan, s'est ouverte à Luxembourg en septembre. Or celle-ci refuse de reconnaître au Parlement Européen un véritable pouvoir législatif, même partagé avec le Conseil des Ministres!

M. Roland Dumas a, quant à lui, affirmé qu'il juge «dangereuse» une telle proposition «qui donnerait au Parlement des pouvoirs exorbitants».

Les socialistes que nous sommes ne peuvent qu'être affligés par ces propos qui témoignent de l'oubli (ou de l'ignorance) des principes fondamentaux du socialisme par ceux qui ont la prétention de l'incarner au plus haut niveau de l'Etat...

Mais plus encore, ces propos sont révélateurs d'une lente dérive des structures communautaires vers la simple coopération intergouvernementale, sans la moindre délégation effective de pouvoirs.

Cette dérive a pour corollaire obligé la création de multiples secrétariats et comités sur lesquels les peuples (et son émanation, le Parlement Européen) n'ont aucun moyen de pression.

Les socialistes fédéralistes, regroupés au sein de l'AFSL, s'élèvent contre les manquements aux engagements pris qui génèrent ce processus pervers.

L'Europe à laquelle nous aspirons, c'est l'Europe des peuples et des travailleurs, et non celle des technocrates et des capitalistes.

En conséquence, plus que jamais, il nous faut faire avancer l'idée européenne à la base, dans le monde du travail, et notamment dans les syndicats ouvriers, c'est là notre tâche première.

Parallèlement à cela, il nous faut développer les autres aspects du fédéralisme, et plus particulièrement en matière économique.

Dans cette perspective, le bureau de l'AFSL a proposé à nos partenaires du Comité de Liaison et d'Action Fédéraliste (CLAF) que sont le MFE et «La Fédération» un séminaire commun en direction de nos militants sur «Actualités du fédéralisme».

Les thèmes principaux retenus sont les suivants:

- I. Principes et méthode du fédéralisme
- II. L'enjeu économique et social de l'Europe
- III. L'essence de l'Europe fédérale
- IV. Identité culturelle européenne et fédéralisme

Nous demandons à tous nos camarades d'apporter leur contribution sur ces thèmes, et de nous les adresser au 8, rue St-Marc. La réussite d'un tel séminaire est dans les mains de tous les militants.

Restons fermes et déterminés, et nos idées ne manqueront pas alors de progresser!

A.F.S.L.

# LA STRATEGIE DE DELORS

---

*Lors de la séance d'inauguration de la Conférence intergouvernementale pour la réforme constitutionnelle de la Commission, Jacques Delors a tracé les lignes directrices de la stratégie de l'exécutif. Voici un large extrait de son intervention.*

---

## UNE OCCASION EXCEPTIONNELLE

«On ne convoque pas une telle conférence tous les cinq ou dix ans. Il n'y aura peut-être pas, d'ici à l'an 2000, une nouvelle Conférence. Nous nous trouvons, aujourd'hui, en présence d'une occasion rare et exceptionnelle pour remettre en ligne la construction européenne et poser les bases politiques et institutionnelles d'un nouveau dynamisme».

## L'OBJECTIF

«L'objectif - qui correspond à la finalité du Traité de Rome - est de créer les conditions d'un ensemble économique pertinent et efficace. Il existe, de ce point de vue, quatre conditions fondamentales qui forment un tout cohérent et indissociable:

- la réalisation d'un véritable grand marché;
- le gouvernement du progrès technologique mis au service de notre capacité de produire et de notre vie sociale;
- une cohésion économique et sociale sans laquelle les aspects négatifs du grand marché - concentration des pôles de décision et des richesses - annulerait, pour certains pays ou certaines aires, les retombées positives attendues;
- ce que j'appellerai, en l'absence de quelque chose de mieux, une certaine capacité monétaire.

Au-delà de ce qui constitue le socle d'un Europe unie, la Commission avancera éga-

lement quelques propositions en matière de tutelle de l'environnement et de la culture».

## LE GRAND MARCHÉ

«En ce qui concerne le grand marché, la difficulté est très grande, car les chefs d'Etat et de gouvernement ont incité, à Milan, à poursuivre bien plus en avant vers l'Europe des citoyens. Le grand marché n'est pas, en effet, uniquement l'Europe des entreprises, mais également celle des citoyens.

Ceci pose des problèmes extrêmement difficiles à solutionner, en particulier pour la sécurité des personnes et la sauvegarde de la santé des individus. L'harmonisation des règles est une nécessité, car il ne peut pas y avoir un marché au sein duquel il puisse s'exercer une compétition raisonnable sans un minimum d'harmonisation des règles et, par suite, dans une certaine mesure, des coûts des entreprises».

## LA COHESION

«J'ai parlé de cohésion, préférant ce terme à celui, dont on a trop abusé, de solidarité. L'histoire nous enseigne que la constitution d'un grand marché ne peut avoir des effets bénéfiques pour tous que dans la mesure où sa réalisation est complétée par des politiques d'accompagnement. Il est temps d'affirmer la volonté d'une cohésion nécessaire de l'Europe des Douze et d'en tirer les conséquences».

## LA TUTELLE DE L'ENVIRONNEMENT

«Parmi les problèmes, celui de la tutelle de l'environnement est incontestablement celui qui se prête le plus à être abordé au niveau communautaire.

«L'intervention en la matière est moins délicate que pour la culture et l'éducation».

## LA MONNAIE

«Je crois qu'il est possible et souhaitable, pour la monnaie, de disposer d'un tableau qui puisse faciliter les évolutions futures dans le respect des attributions des banques mondiales et en tenant compte du fait que la monnaie est au coeur de la souveraineté».

## DIFFERENCIATION POSITIVE

«Il existe une forme de différenciation positive qu'il faut absolument introduire. J'entends par là que si, dans le cadre d'une politique définie par les Douze, quatre, cinq ou six Etats veulent aller ensemble plus loin et plus rapidement que les autres dans le but de réaliser un des objectifs définis par les Douze, le Traité ne doit pas les empêcher de le faire. J'insiste sur cette notion de différenciation positive qui n'a rien à voir avec l'Europe à deux vitesses, ni avec l'Europe à géométrie variable. Il s'agit de savoir si l'on peut avancer à quatre ou à cinq dans un secteur précis, au sein d'une politique définie par les Douze, tout en sauvegardant la possibilité que les pays tiers ou que des entreprises de ces pays s'associent aux Etats qui désirent procéder d'une façon plus expéditive. Si l'on ne répond pas affirmativement à cette question, les textes les meilleurs qui pourront être élaborés sur la technologie ou la monnaie resteront, à mon avis, lettre morte».

## LE FINANCEMENT DE LA COMMUNAUTE

«Un thème sur lequel la Commission formulera des propositions est celui de la modernisation du système financier de la

Communauté. Il me semble que le mode selon lequel est conçu le financement de la Communauté est totalement archaïque. Il faut inventer des méthodes de financement extra-budget plus souples. Il en va, à mon avis, du sort de la Communauté. Je pense, en particulier, au secteur du financement des infrastructures, donc du soutien de l'économie, et au financement de la recherche et de la technologie».

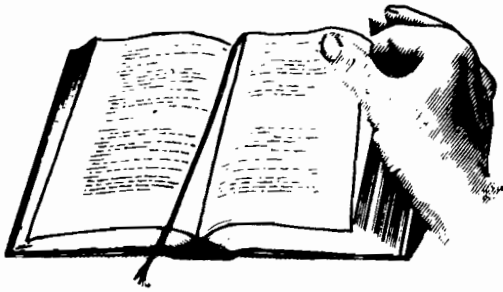
## LE PROCESSUS DECISIONNEL

«Une analyse sérieuse du processus des décisions ou plus exactement de l'absence trop fréquente de décision, montre que l'explication de la situation actuelle provient de la chape de plomb de l'unanimité qui imprègne l'ensemble du système communautaire. La menace rampante de l'unanimité, même lorsqu'il est possible de décider à une majorité qualifiée, bloque le processus décisionnel. Il convient, dans cette matière, d'effectuer un saut de qualité et de rompre la règle actuelle de la recherche systématique de l'unanimité. Cette rupture doit consister à passer à la majorité qualifiée dans des cas précis».

## LES POUVOIRS DU PARLEMENT EUROPEEN

«Il est nécessaire d'accroître les prérogatives du Parlement européen. Evitons un débat dogmatique. Je suis moins intéressé par le symbole de la démocratisation inhérente à une association plus étroite du Parlement avec le processus décisionnel qu'à la préoccupation de l'aider à s'insérer entièrement dans la vie communautaire.

«C'est dans cet esprit qu'il n'est ni dogmatique, ni démagogique que la Commission fasse des propositions et résume l'une de celles qui ont été présentées à Milan à propos du passage du vote à l'unanimité au vote à la majorité qualifiée dans certains cas précis, alors que le Parlement européen a émis un avis favorable sur une proposition de la Commission».



## LIVRES REÇUS

---

GIUSEPPE C. DRAGAN: «Le Monde des Thraces» - Athènes 1985

---

Un nouveau livre de Giuseppe Costantino Dragan sur les Thraces et leur monde a paru ces jours-ci à Athènes et en Italie. Un livre stimulant et vivant qui commence par la préhistoire de ces populations pour s'aventurer, ensuite, dans la région thrace entre le Danube et les Karpates et examiner, dans une vision de doctrine soignée et profonde, les rapports complexes avec les Dardaniens, les Achéens, les Doriens, les Italiques, les Illyriens, les Etrusques. C'est sans aucun doute l'un des livres les plus complets qui soit paru ces derniers temps sur ce sujet. Il s'agit, pour être précis, d'un traité historico-scientifique très exhaustif qui éclaire de nombreux points sur les mouvements des différents peuples au cours des premier et deuxième millénaires de l'ère chrétienne à travers un examen détaillé des références, prises également comme termes de comparaison, à la mythologie et aux poèmes homériques considérés comme «histoire» dans un climat protohistorique et avant Hérodote.

Si la partie scientifique et archéologique (les nombreuses illustrations sont particulièrement intéressantes) se révèle être de grande valeur en raison de quelques précisions qui font mieux comprendre certains phénomènes relatifs aux langues parlées dans la sphère indo-européenne, avec un intérêt spécial pour la région des Karpates et du Danube, le traité plus proprement historique ne paraît pas moins intéressant; celui-ci met l'accent sur des détails que l'historiographie même a parfois négligés. C'est justement ici que l'on peut apprécier, chez G.C. Dragan, les qualités de l'historien qui, sur la base de structures scientifiques même modernes, met en évidence des aspects restés dans l'ombre et leur attribue des significations particulières.

Ce volume est, en définitive, un panorama historique ponctuel des règnes thraces du grand empire thraco-macédonien; de l'empire romain qui unifia, avec Trajan, les populations de la Thrace et de la Dacie, pour conclure avec l'épopée de ces peuples lors de leur confrontation dure, tenace, persistante et courageuse avec Rome.

Mais aux données purement historiques de ce livre où rien n'est laissé au hasard, rien n'est négligé dans les détails les plus surprenants et où brille souvent une intuition heureuse, s'unissent d'autres qualités qui soutiennent constamment l'intérêt du lecteur. Ceci est également dû au style du discours souvent veiné d'un humorisme vif et élégant qui est l'une des caractéristiques de cet écrivain roumain qui sent profondément en lui-même le charme de ses origines ethniques et qui a fait de l'Italie sa seconde patrie.

Le livre se termine par la citation de quelques vers du poète roumain Ion Brad, des vers qui sont un hymne à la grandeur, à la civilisation de ces population héroïques qui furent, après la conquête romaine, appelés Draco-romains et enfin Roumains.

La traduction du roumain en italien est, elle aussi, très remarquable; elle a été réalisée par Mme Teresa Moriglioni Dragan qui a su garder toute la fraîcheur du texte original.

Sabino d'Acunto

## UNE NOUVELLE POLITIQUE AGRICOLE POUR L'EUROPE: MOINS D'ETAT PLUS DE MARCHÉ

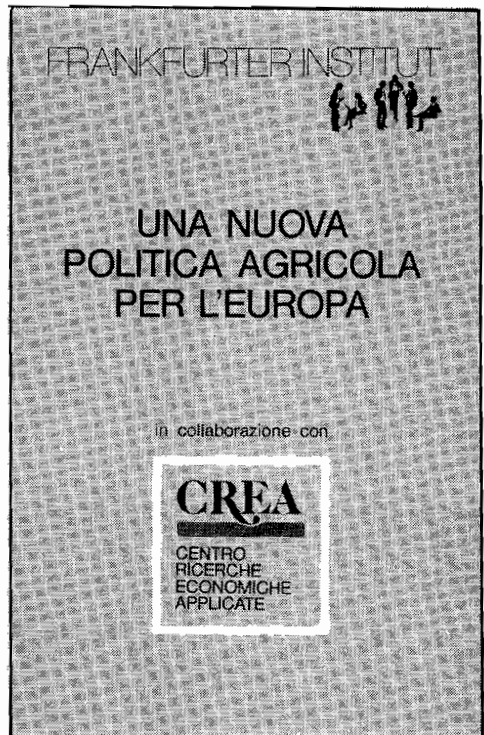
Langue italienne - 77 pages - Edité par le Frankfurter Institut en collaboration avec le CREA.

Dans le cadre d'un vaste programme pour la récupération de l'économie de marché, le Frankfurter Institut et le CREA présentent une étude réalisée par un groupe d'économistes allemands et consacrée à la grave situation dans laquelle se trouve actuellement la politique agricole européenne, aux causes du problème et aux solutions possibles.

L'activité agricole, opprimée par un dirigisme exaspéré, est actuellement plus que jamais en crise, en raison des excédents de production et des pertes financières qui engloutissent inutilement de grosses sommes d'argent dont les agriculteurs ne reçoivent que la plus petite partie.

La cause directe de cette faillite peut être facilement identifiée: elle consiste en l'achat, à des prix minimaux garantis, des principaux produits agricoles et en les distorsions qui s'ensuivent dans le système des prix. Ces derniers sont, en effet, plus élevés qu'ils ne le seraient dans une situation de marché libre. Les produits qui ne sont pas vendus aux prix garantis sont achetés par des organismes d'intervention. Les agriculteurs et les intermédiaires ne risquent pas de rester avec leur marchandise invendue. Chaque agriculteur essaie, en conséquence, de produire plus pour obtenir des revenus plus élevés, alors que l'économie finit, dans son ensemble, par accumuler des excédents qui continuent à augmenter, puisque le problème n'a jamais été examiné et encore moins résolu.

Les excédents agricoles de la Communauté ne sont rien d'autre que du gaspillage qui se manifeste sous forme de coûts visibles et de coûts invisibles. Les coûts visibles sont ceux que la Communauté enregistre dans ses bilans et qui concernent les achats et le stockage, ainsi que le financement des exportations. En réalité, une grande partie des fonds de soutien n'arrive jamais jusqu'aux agriculteurs, car ils sont dispersés dans d'autres secteurs et vers d'autres pays. La Cour des Comptes européenne a estimé que la part du «flux de dispersion» est de l'ordre d'environ 70%; selon d'autres calculs elle arrive même à 75%. Ce qui signifie



que 25 à 30% seulement de ces fonds parviennent aux vrais destinataires. La politique agricole ne tient pas en considération le principe d'aider ceux qui ont vraiment besoin et finit par soutenir les entreprises agricoles florissantes.

Les coûts invisibles relatifs au soutien des prix sont cachés dans les prix à la consommation. Ceux-ci sont maintenus artificiellement plus élevés qu'ils ne le seraient sans les subventions. La différence entre les prix subventionnés et les prix non subventionnés comporte des charges additionnelles pour les consommateurs: il s'agit de coûts «submergés» pouvant être difficilement évalués avec précision.

Il est encore plus difficile de calculer les coûts dérivant du fait que le capital et le travail sont utilisés dans la production d'excédents agricoles, au lieu d'être destinés à des fins productives. La renonciation à produire un produit social plus élevé, la perte de bénéfice dérivant de la renonciation à d'autres possibilités d'utilisation engendrent des pertes de revenu à tous les niveaux.

D'autres coûts invisibles sont ceux de la bureaucratie agricole. Les normes nécessaires pour imposer et contrôler les prix subventionnés font retomber une partie des tâches administratives sur les entreprises privées. Il faut donc engager du personnel supplémentaire, les procédures bureaucratiques pour bon nombre d'affaires comportent des pertes de temps, certains changements bureaucratiques d'opinion annulent ou compliquent les décisions d'affaires.

Il est presque certain qu'au moins 140 000 milliards de lires sont dépensés chaque année pour le soutien des prix; mais en réalité les dommages sont encore plus graves. Les citoyens paient des coûts visibles en tant que contribuables et d'autres invisibles en tant que consommateurs. D'autre part, la crise financière de la Communauté a atteint un point dramatique et, pour toute réponse, les politiciens s'efforcent d'affirmer ultérieurement les mécanismes de réglementation, au lieu de chercher des solutions substantiellement nouvelles.

La politique agricole communautaire a également des effets négatifs sur les pays en développement, car elle entrave leurs exportations agricoles par des barrières à l'importation aux frontières de la Communauté Européenne et par des subventions à l'exportation pour les excédents de la Communauté sur le marché mondial. C'est en raison de tout ceci que le tiers monde continue à dépendre des aides extérieures comme d'une drogue dont il ne peut pas se passer.

La solution indispensable pour réformer la politique agricole est de changer le système actuel en partant de ses fondements, avec prudence et progressivement. Il faut évoluer vers des marchés agricoles organisés selon l'économie de marché, avec la libre formation des prix et s'éloigner des marchés réglementés bureaucratiquement et basés sur la fixation des prix. C'est à travers la réduction graduelle des prix garantis que l'on peut réaliser ce processus de transformation, sans des traumatismes excessifs pour les agriculteurs et dans l'intérêt de tous.

---

## IL GIRASOLE

### Milan: pôle propulseur de l'économie européenne

Lacchiarella. D'après l'Annuaire général du TCI (Touring Club Italiano), il s'agit d'une commune située à 17 kilomètres au Sud de Milan et s'étendant sur 24 kilomètres carrés; comptant cinq mille habitants, elle est dotée d'un bureau de poste. Une petite ville quelconque de la plaine du Pô. Presque anonyme, sans vouloir manquer de respect à sa population qui doit être, de toute façon, laborieuse, car plusieurs industries sont installées dans cette commune.

Mais quelque chose d'important est né, ces derniers temps à Lacchiarella, quelque chose destiné à rendre célèbre cette petite ville, non seulement au sein des régions limitrophes, mais même en Europe.

Nous parlons de «Il Girasole», un centre pour le commerce international: une initiative du Group Fininvest qui se propose de doter le tertiaire de marché d'une structure capable de favoriser l'efficacité du réseau de distribution italien et de permettre une collaboration plus active avec les entreprises et les acheteurs étrangers. Ceci, en vue d'une internationalisation de plus en plus étendue des échanges commerciaux entre les différents pays européens et extra-européens.

«Il s'agit - comme l'a écrit M. Silvio Berlusconi - d'un projet ambitieux réalisé sur invitation des forces politiques, des associations de catégorie et des professionnels commerciaux pour donner une réponse concrète aux exigences urgentes de modernisation et de rationalisation des structures de distribution du commerce italien. Plus de sept ans de travail pour réaliser un complexe tout à fait unique au niveau européen, à l'avant-garde quant aux solutions urbanistiques et technologiques, harmonieux dans son style, fonctionnel et soigné dans ses moindres détails. Sous le profil commercial et promotionnel, nous entendons engager toutes les synergies de notre Groupe Fininvest, à savoir les mass média de la presse et les chaînes privées de la télévision, dans le but bien précis de faire de «Il Girasole» une réalité connue dans tout le pays: une «vitrine» magnifique constamment ouverte sur l'Italie tout entière et sur les plus importants marchés internationaux, une vitrine où est exposé ce qu'il y a de mieux dans la production et le commerce italiens».

La zone choisie peut être définie «privilegiée». Nous avons dit que Lacchiarella se trouve à 17 kilomètres du centre de Milan (place du Dôme), une distance que l'on peut parcourir en 24 minutes; à 2 kilomètres du péage de l'Autoroute de Binasco (Autoroute des Fleurs), à 14 kilomètres du péage de l'autoroute de Melegnano (Autoroute du Soleil), à 8 kilomètres du périhéique Ouest de Milan et à 37 de l'aéroport de Linate, avec des temps de parcours de 3 à 25 minutes.

L'idée de résoudre les inconvénients provoqués par le trafic urbain au flux des marchandises à l'entrée et à la sortie de «Il Girasole» a été donc fondamentale dans le choix de ce site. Des liaisons rapides avec la ville sont en outre assurées par le service d'autocars faisant la navette avec les lignes du métro milanais.

Que pourra-t-on trouver à «Il Girasole»?

#### ENSEMBLE, LES ENTREPRISES DE L'ITALIAN STYLE LES PLUS QUALIFIEES

Grâce à ses dimensions, IL GIRASOLE est un complexe commercial en mesure d'accueillir les entreprises et les produits appartenant à plusieurs secteurs d'activité.

Sur la scène de IL GIRASOLE, la mode joue le premier rôle: l'habillement, le prêt-à-porter, les textiles, les tricotés, les fourrures, la maroquinerie, la bijouterie fantaisie et les accessoires.

A côté de la mode, nous trouvons les nouvelles technologies comme la télématique, l'informatique et l'électronique ainsi que des secteurs traditionnels à valeur ajoutée élevée comme la cosmétologie, la pharmaceutique, l'orfèvrerie, les électroménagers, l'ameublement, la papeterie, les jouets et les composants pour l'industrie.

Les firmes appelées à animer un centre commercial créé avec de semblables ambitions, représentent une sélection qualifiée des marques les plus prestigieuses et des chefs d'entreprises les plus dynamiques, une sélection qui verra se côtoyer les noms les plus influents des différents secteurs, provenant de toute l'Italie, afin de se présenter aux détaillants et aux acheteurs étrangers comme une référence constante de la production de l'Italian Style.

IL GIRASOLE comble, en effet, la lacune constituée par l'absence d'une infrastructure commerciale moderne, dans un rapport synergique avec les autres services du tertiaire avancé qui se trouvent à Milan, et il pourra accueillir l'exposition et l'offre permanente de la production «made in Italy».

#### UN MODELE D'URBANISME ET COMMERCIAL A L'AVANT-GARDE ABSOLUE

Sous le profil de l'urbanisme, IL GIRASOLE, possède des solutions absolument novatrices par rapport à toutes les expériences précédentes. Les bâtiments sont répartis suivant un schéma en forme de «golfs», dont la partie intérieure est réservée aux fournisseurs et au personnel.

Pour que les véhicules puissent circuler d'une façon plus rationnelle, nous avons adopté un système de voies différenciées, des parcours périphériques pour l'arrivée des marchandises et des rues intérieures exclusivement réservées à la clientèle. Les surfaces destinées au parking permettent la présence simultanée de plus de 3 000 véhicules, y compris les camions jusqu'à 24 mètres de longueur.

Un rôle particulièrement important est joué par un parcours protégé par une marquise qui se déroule devant les vitrines sur plus de 4 kilomètres et qui permet aux clients de charger leurs marchandises à l'abri des intempéries.

Les immeubles ont une grande flexibilité d'utilisation (avec des surfaces allant de 100 à 10 000 m<sup>2</sup> et plus suivant les exigences de chaque entreprise).

La principale caractéristique de ces ensembles, avec leurs fonctions commerciales, industrielles et directionnelles, est de pouvoir utiliser les espaces comme de véritables magasins, avec de grandes vitrines pour exposer une sélection de produits, des bureaux pour l'administration et des dépôts pour le stockage, la production et le déplacement des marchandises.



«IL GIRASOLE» est une véritable ville du commerce sur une superficie de 650 000 m<sup>2</sup>, avec 250 000 m<sup>2</sup> de superficie couverte, destinée à accueillir 250 entreprises et à employer plus de 2 000 personnes.

MOSCOU - 9 Octobre 1944

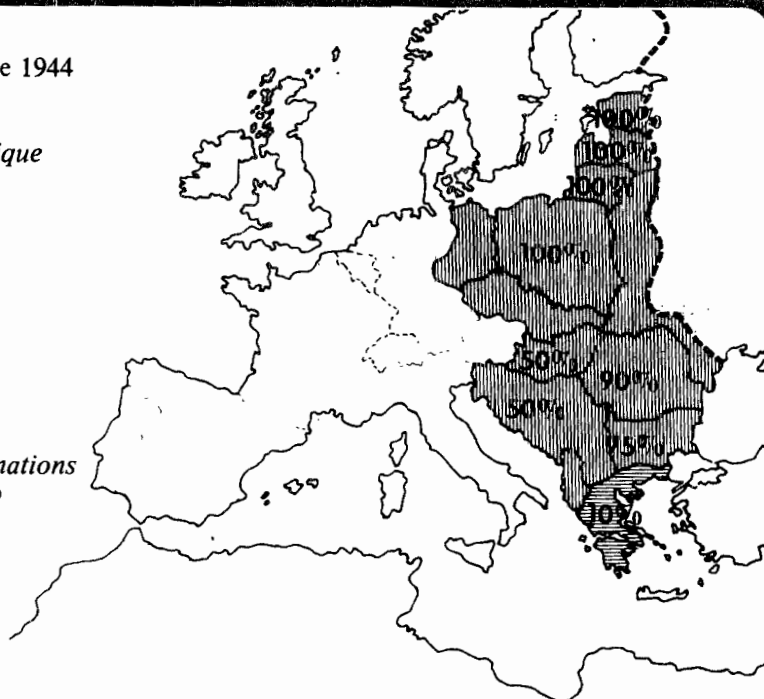
*Churchill  
cède à l'Union soviétique  
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du  
partage de l'Europe  
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations  
réconnaît le statu quo  
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

*Bulletin Européen*

<i>M. Contri:</i> Bouclier spatial ou guerre des étoiles	1
<i>B. Rangoni Machiavelli:</i> Seule l'unité manque à l'Europe	6
<i>P. Barbi:</i> Politique culturelle communautaire	8
L'Europe: la culture ou le néant	10
Après Milan, ou en sommes-nous	12
La stratégie de Delors	13
Livres reçus	15
Il Girasole	18

*Bulletin Européen*

Rivista mensile Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)  
Edizioni Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 -  
Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direttore: Roberto Cestelli  
Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del 15.10.1977  
(già n. 1861 del 15.2.1951) - «CentroStampa Nagard», Milano - Via Larga 11